Extraction.—Les droits sur la pierre calcaire, le gypse et les matériaux de construction s'obtiennent avec le titre ordinaire du terrain.

Nouveau-Brunswick.—*Administration.*—Département des Terres et des Mines, Fredericton. *Législation.*—Loi des mines (c. 35, S.R.N.-B., 1927). Depuis 1805, la plupart des concessions de terre par la Couronne réservent à la Couronne tous les minéraux et mines. Avant cette époque, la plupart des concessions ne réservaient que l'or, l'argent, le cuivre, le plomb et le charbon.

Généralités.—La licence de prospecteur est de \$10 par année. *Claims.*—Un prospecteur peut piqueter 10 claims de 40 acres chacun qu'il doit enregistrer en dedans de 30 jours et sur chacun desquels il est obligé à 25 jours de travail au cours de l'année. Les droits d'exploitation sont accordés par une licence renouvelable chaque année sur le paiement de \$10 par claim.

Combustible.—Une redevance de 10 cents par tonne longue est prélevée sur le charbon, et de 5 p.c. sur le pétrole et le gaz naturel au sortir du puits.

Québec.—*Administration.*—Ministre des Mines, Québec. Le rapport annuel du Bureau des Mines de la province de Québec fournit les renseignements et les statistiques relatives aux opérations minières et aux explorations géologiques. Chaque division minière est sous la surveillance d'inspecteurs qui voient à ce que les lois et règlements miniers soient respectés. *Législation.*—Loi des mines de Québec (c. 80, S.R.Q., 1925), et ses amendements. La Couronne conserve tous les droits miniers dans les townships dans toutes les terres concédées après le 24 juillet 1880, et tous ses droits sur l'or et l'argent dans les terres concédées avant cette date. Dans la plupart des seigneuries, les droits miniers sont la propriété de la Couronne.

Généralités.—Certificat de mineur valide pour un an. *Claims.*—Cinq claims de quarante acres chacun. Les claims doivent être enregistrés et il faut y faire au moins 25 jours de travail par claim dans les douze mois qui suivent, alors qu'une licence peut être obtenue sur le paiement de 50 cents par acre et un honoraire d'enregistrement de \$10. Cette licence est renouvelable chaque année. Les droits miniers peuvent être acquis à titre de concession minière au prix de \$5 l'acre pour les minéraux précieux et \$3 l'acre pour les minéraux communs. Les exploitants de mine doivent faire des rapports annuels au ministère. Une taxe graduée commençant à 4 p.c. est prélevée sur les profits annuels.

Ontario.—*Administration.*—Département des Mines, édifice du Parlement, à Toronto. Un registraire des mines est nommé dans chaque division minière. *Législation.*—Loi des mines (chap. 45, S.R.O., 1927); toutes les terres de la Couronne y sont sujettes à l'exception des terres indiennes. Le titre est une concession en franc alleu excepté dans les forêts provinciales où les terres sont louées. Il n'y a pas de loi concernant le sommet des filons, toutes les limites s'étendant verticalement, sous terre. Tous les conflits sont réglés par le registraire ou, sur appel, par le tribunal spécial des Mines.

Généralités.—Permis annuel de mineur—\$5 d'honoraire pour un individu; \$100 sur chaque million de dollars de capitalisation pour une compagnie. Le porteur de ce permis peut piqueter pour lui-même trois claims dans toute division minière et 6 claims additionnels pour d'autres détenteurs de permis, mais pas plus de trois pour un porteur quelconque de permis individuel.

Claims.—Un claim minier, dans un territoire non arpenté, est un carré de vingt chaînes de côté (40 acres) avec les lignes dans les directions N.-S. et E.-O. astronomiques. Là où le terrain est subdivisé en lots, le claim peut être un huitième,